

Le Courrier de la Marche Mondiale des Femmes contre les Violences et la Pauvreté N° 97 - 19 décembre 2007 - Bonjour, voici quelques textes, rendez-vous et communiqués concernant les droits des femmes, en espérant qu'ils vous seront utiles. Ceci est un bulletin de collecte d'informations, ce qui veut dire que nous ne sommes pas obligatoirement d'accord avec tout ce qui est écrit (sauf pour les communiqués signés Marche Mondiale des Femmes). Si vous recevez ces informations plusieurs fois (attention, vérifiez que l'expéditeur est bien directement la Marche) ou si vous ne voulez plus les recevoir, répondez à ce mail. Faites passer à vos réseaux et ami-es. Merci

MOBILISATIONS

- 1 - Manifestation pour la régularisation des sans-papier-es
- 2 - Soutenir Marina Petrella ; contre son extradition (voir aussi N°91)

TEXTES

- 3 - Mexique : lancement de la campagne « un million de signatures pour exiger la sécurité des femmes »
- 4 - Campagne de Mix'Cité contre les jouets sexistes (voir aussi N° 96))

FILMS, LIVRES, SORTIES...

- 5 - Voir à la télé
 - 6 - Du 14 au 23 mars : Festival de films de femmes de Créteil : 30^{ème} anniversaire
-

MOBILISATIONS

- 1 - **Manifestation pour la régularisation des sans-papier-es**

Rassemblement 15h30 Place St Germain des Pr s :

Un mouvement se développe depuis plusieurs mois en faveur de la régularisation des travailleurs-ses sans papiers et ces personnes manifestent pour revendiquer ce droit, il y a eu des rassemblements devant le ministère des affaires sociales et de l'économie. Des femmes sont présentes dans ces mouvements, mais il faut qu'elles le soient davantage et soient plus visibles. Nous appelons les femmes et les féministes à participer à la prochaine manifestation, qui aura lieu à proximité de Matignon le vendredi 21 décembre et est appelée par de nombreuses associations et syndicats.

RAJFIRE, Réseau pour l'autonomie des femmes immigrées et réfugiées

- 2 - **Soutiens à Marina Petrella, tous et toutes contre son extradition !**

Marina Petrella, réfugiée italienne en France depuis 1993, incarcérée le 21 août 2007 et placée sous écrou extraditionnel, a entamé le jeudi 6 décembre 2007 une grève de la faim à la prison de Fresnes. Ce geste est un cri de protestation face à un emprisonnement injustifiable augurant d'un possible reniement de l'asile qui lui a été octroyé durant quinze ans. Ce cri, qui monte des profondeurs d'une persistance désespérée à vivre, Marina le pousse bien entendu pour défendre sa propre vie et celle de ses proches, mais aussi pour défendre d'autres vies, les territoires existentiels de bien d'autres personnes. Il s'agit de gens dont le destin - lié à l'asile ou à l'espérance de la mise à terme, un jour, d'une traque et d'une punition infinies - est hypothéqué par des menaces mortelles.

Avis favorable à l'extradition : quelle honte ! : le vendredi 14 décembre la Chambre de l'instruction de la Cour d'Appel de Versailles a rendu son avis sur l'extradition de Marina Petrella. Comme l'on pouvait s'attendre, vu la teneur des débats de cette phase de la procédure, la « justice » veut bien Marina enfermée à vie dans une geôle italienne. Suivra maintenant le pourvoi en Cassation laquelle, ne statuant que sur la forme, laisse elle aussi peut d'espoirs de salut. Car c'est bien ça la « justice »

: une froide machine, voire machinerie, dont la réussite se mesure en simples termes répressifs. Une machine ou l'erreur judiciaire finit par coïncider avec l'acquittement du malheureux capturé dans ses rouages. En fait, et la procédure qui vient de se clore avec la décision d'extrader Marina en est une énième démonstration, ses dispositifs ne sont fait que pour sanctionner, punir, enfermer, dans le refus préalable de toute approche humain, de toute contextualisation de l'affaire avec le vécu de la personne jugée...

Entre-temps, Marina continue sa grève de la faim, ne cesse de lancer son cri de révolte contre l'injustifiable pourtant justifié par ce simulacre de « justice ». Que pourtant nous n'acceptons point, car il y a encore beaucoup d'énergies pour contrecarrer le déni immoral et hypocrite d'un asile octroyé et garanti pendant un quart de siècle.

Collectif "Marina Petrella contre l'extradition. Voir site www.paroledonnee.info

Communiqué des élu-es socialistes

Aux côtés de la fille et du compagnon de Marina Petrella et de ses amis, nous venons d'entendre le délibéré de la Cour d'Appel de Versailles qui a donné un avis favorable à l'extradition de Marina.

Ce jugement ne prend pas en compte la réalité de la vie d'aujourd'hui de Marina, mère de famille et assistante sociale, vie qu'elle a construite sur la base de l'asile de fait que la France lui avait accordé. Nous sommes indignés de cette décision et des arguments avancés. Marina ne doit pas être extradée et nous demandons sa remise en liberté immédiate. Elle-même et son compagnon ont entamé une grève de la faim depuis le 6 décembre pour briser le mur du silence.

Nous souhaitons que tous ceux et celles qui sont attachés aux libertés et au droit d'asile que notre pays a toujours porté, prennent clairement et publiquement position pour le respect des engagements pris par la France.

*Nicole BORVO, Sénatrice de Paris, Pierre MANSAT Adjoint au Maire de Paris, Catherine GEGOUT, Conseillère de Paris, Fernanda MARRUCHELLI Conseillère du 20^e arrondissement
Paris, le 14 décembre 2007*

Communiqué des Verts du 13 décembre 2007 - La Justice doit être capable de pardonner. Liberté pour Marina Petrella !

Ce vendredi 14 Décembre, la Cour d'Appel de Versailles rendra son verdict quant à l'extradition vers l'Italie de Marina Petrella. Cette ancienne membre des Brigades Rouges, réfugiée en France depuis 1993, est poursuivie pour des faits remontants à plus de 25 ans.

Les Verts regrettent qu'avec cette arrestation le gouvernement et Nicolas Sarkozy piétinent une parole donnée en 1984 au nom de la France par le Président François Mitterrand, parole respectée jusqu'en 2002 par les gouvernements succesifs de gauche comme de droite.

Marina Petrella, est aujourd'hui une femme qui a rompu avec son passé. Intégrée dans la société française, assistante sociale, elle est mère d'une fille de 10 ans née sur le territoire français. Nous nous interrogeons profondément sur le sens qu'aurait une telle peine après cette réinsertion.

La prescription et le droit au pardon sont au coeur des valeurs démocratiques qui fonde notre attachement à la Justice. Cette poursuite tardive par les gouvernements italiens et français s'apparentent pour nous à une vengeance d'Etat qui ne peut pas avoir de place alors que nous aspirons à une Europe de la Justice fondée sur le respect des droits humains.

Parce qu'il ne peut y avoir de justice sans pardon, les Verts demandent au gouvernement français de renoncer à l'extradition de Marina Petrella, lui permettant ainsi de reprendre une vie normale en France parmi les siens. La seule solution durable pour construire une Europe de la justice est aujourd'hui d'agir pour une amnistie globale, comme l'ont réclamée les Verts italiens.

Cécile Duflot, Secrétaire Nationale des Verts

TEXTES

3 - Mexique : lancement de la campagne « un million de signatures pour exiger la sécurité des femmes »

L'augmentation alarmante des féminicides et des cas de violence enregistrés contre les femmes au Mexique ces dernières années est à l'origine de cette campagne lancée par la Marche Mondiale des Femmes, l'Espace féministe, et la Vice-présidence d'équité et « genre » de l'UNT (l'Union nationale des travailleurs). Commencée le 11 septembre de cette année, la campagne exige la fin de la militarisation du pays, la liberté immédiate des femmes prisonnières politiques et la fin de l'impunité dans les cas de féminicides. La campagne exige également que soit décrété, de manière urgente, l'état d'alerte dans le cadre de la Loi générale d'accès des femmes à une vie libre de violence. Approuvée le 16 décembre 2006 par la Chambre des députés, cette loi est le résultat d'une intense mobilisation des femmes au Mexique contre les féminicides. Voir sur le site de la Marche le texte "Féminicide au Mexique" (*version en espagnol uniquement*) :

http://www.marchemondialesdesfemmes.org/themes/trafic_sexuel/cmifolder.2007-11-20.9792176640/cmifolder.2007-11-20.2841791021/es.

Toujours dans le cadre de la campagne, des débats sur la violence et des marches ont été réalisés entre octobre et novembre (comme le Forum « femmes, violence et impunité » qui a eu lieu le 26 octobre dans la ville de Mexico) et continueront jusqu'en 2008.

Cliquez pour accéder à des informations détaillées sur la campagne :

http://www.marchemondialesdesfemmes.org/themes/trafic_sexuel/cmifolder.2007-11-20.9792176640/cmifolder.2007-11-20.0092535005/es

Impunité et violence de l'État

La campagne attire l'attention sur la responsabilité des gouvernements et des États dans le combat ou la montée de la violence envers les femmes. Dans le cas mexicain, en laissant ouvert le chemin à l'impunité et en militarisant le pays, le gouvernement, qui devrait garantir le droit à la vie, finit par devenir le principal agresseur des femmes. Selon une information envoyée au Parlement européen, 6000 femmes et petites filles ont été assassinées entre 1999 et 2006. Rien qu'en 2004, on relève 1205 meurtres de fillettes.

L'État mexicain, par le biais de ses forces militaires et policières, utilise la violence sexuelle comme moyen d'intimidation envers les femmes organisées. Les nombres parlent d'eux-mêmes. Rien qu'à Ciudad Juarez, cas emblématique de la frontière avec les États-Unis, 464 assassinats de femmes ont été enregistrés entre 1993 et 2006. En outre, des abus sexuels de femmes des peuples autochtones et de petites filles ont été déclarés dans divers autres États du Mexique. Depuis 1994, 8 affaires de viols commis envers 35 femmes par des soldats dans le Chiapas, l'Oaxaca et le Guerrero, ont été attestées. Les coupables n'ont pas été punis. Malgré la dénonciation progressive de ces faits au niveau international, rares sont les criminels qui sont conduits devant le tribunal civil au Mexique.

Finalement, la campagne met en garde contre les risques du Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité (PSP), accords à l'initiative des États-Unis avec le Mexique et le Canada qui prévoient une forte militarisation de la frontière et des zones où existent une grande mobilisation populaire. L'actuel gouvernement, élu de manière frauduleuse en Juillet 2006, a confirmé son appui au PSP, malgré les innombrables risques et les arguments en défaveur de l'alliance, présentés par les diverses organisations sociales du pays.

4 - Campagne de Mix'Cité contre les jouets sexistes (voir N° 96)

Communiqué de presse : Le 15 décembre 2007, Action contre les jouets sexistes à Paris dans le cadre de la 6e Campagne contre les jouets sexistes, organisée par le Collectif Contre le Publisexisme, Mix-Cité, les Panthères roses, les Alternatifs et le groupe Claaaaaash.

Samedi 15 décembre vers 15 h, une quarantaine de militants et militantes féministes ont investi le magasin La Grande Récré de Barbès, à Paris. Elles et ils ont échangé les jouets stéréotypés du rayon « fille » avec ceux du rayon « garçon » et inversement, et isolé les jouets violents (armes, panoplies de combats, chars...) en les étiquetant « Attention : jouets toxiques ». Le groupe a aussi exigé de la direction du magasin qu'elle s'engage à ne plus promouvoir le sexisme dans ses catalogues et à supprimer la division par sexe des rayons de son magasin.

Le groupe entendait ainsi attirer l'attention du public sur le fait qu'en assignant aux enfants des rôles sociaux en fonction de leur sexe (la domination pour les garçons, la soumission pour les filles), les jouets renforcent la reproduction des inégalités entre garçons et filles, et plus tard entre hommes et femmes.

Devant la Grande Récré, les militant-e-s ont ensuite distribué des tracts aux passant-e-s, brandi des pancartes et scandé des slogans disant notamment « Princesse un jour, boniche toujours ! », « Superhéros un jour, macho toujours », « Barbie, c'est pas le rêve des enfants, c'est le rêve des marchands », « Ni en jouets ni en vrai les femmes ne sont pas des jouets ! », « Jouer à la guerre ? La guerre tue ! ». Les militant-e-s se sont ensuite rendu-e-s à La Villette pour effectuer un sondage auprès des familles et des enfants afin de connaître leur point de vue par des questions qui donnent vraiment la liberté aux filles et aux garçons de choisir leurs jouets.

Après l'action du 8 décembre contre « La Villa de Mademoiselle B. » à la Cité de l'architecture et du patrimoine, il s'agissait ce samedi de l'action de clôture de la 6e Campagne contre les jouets sexistes. Rappelons que cette campagne 2007 s'accompagne de la parution de l'ouvrage Contre les jouets sexistes (éditions L'Echappée) où les militant-e-s développent leurs analyses des jouets, leur combat et les alternatives proposées.

Campagne contre les jouets sexistes : <mailto:Contrelesexismedanslesjouets@no-log.org

FILMS, LIVRES, SORTIES...

5 - Voir a la télé

Nous avons vu le formidable documentaire « Les clients » de Hubert Dubois. Il sera rediffusé sur France 3 samedi 15 décembre 2007 à 23h05. Si c'est trop tard, absolument l'enregistrer.

6 - Du 14 u 23 mars : Festival de films de femmes de Créteil : 30^{ème} anniversaire

En 2008, le Festival International de Films de Femmes de Créteil fêtera ses 30 ans, un événement que nous voulons célébrer avec un programme riche et la présence d'invitées prestigieuses qui nous ont été fidèles pendant toutes ces années.

Pour son 30e anniversaire, le festival présentera : 150 films, 30 invitées d'honneur, 30 leçons de cinéma, 30 déclarations vidéo du public. Des rencontres exceptionnelles entre le public et les réalisatrices venues présenter leurs oeuvres. L'occasion d'échanges surprenants. 24 réalisatrices ont déjà répondu à notre invitation.

Une grande fête anniversaire sera organisée en commun avec " le Cinéma du Réel " le dimanche 16 mars 2008 à Paris.

Un festival tourné vers le futur

Nous le savons, les anniversaires sont l'occasion de jeter des ponts vers l'avenir. Nous voulons continuer à être solidaires avec les femmes, là où leur identité et leur travail sont encore peu considérés. Il nous faut donc encourager les nouvelles générations de réalisatrices. Le festival est avant tout une autorisation de liberté pour les hommes et pour les femmes.

Outre la compétition internationale de 50 films réalisés par des femmes, le programme de la 30ème édition propose de nombreux événements :

- L'autoportrait : le festival proposera à une grande comédienne de signer son portrait à travers les films qui lui tiennent à coeur.

- La rétrospective : 30 ans - 30 films sous le signe d'un hommage vibrant aux pionnières d'hier et d'un engagement aux côtés des nouvelles générations de réalisatrices qui aujourd'hui se lancent dans le métier.

- 30 leçons de cinéma : Un retour sur ces fameuses " leçons de cinéma " inaugurées en 1998 et présentées par Mira Nair, Helma Sanders-Brahms, Agnès Varda, Catherine Breillat, Léa Pool, Xiaolu Guo et bien d'autres encore.

- La 1ère mondiale du Réseau international des festivals de films de femmes. Tout au long de l'année en Europe, les Festivals de Films de Femmes sont des relais d'actions éducatives auprès de femmes des quartiers. Parmi ces actions, on compte les vidéo 1 minute et les leçons de cinéma. Le 30e Festival International de Films de Femmes de Créteil présentera donc ces démarches.

- 4 avant-premières françaises en présence des réalisatrices.

Voir programme sur : <http://www.filmsfemmes@wanadoo.fr>